



ANNUAL MEETINGS

2019 | WASHINGTON DC
WORLD BANK GROUP
INTERNATIONAL MONETARY FUND

18 octobre 2019 (F)

Allocution de **DAVID MALPASS**,
Président du Groupe de la Banque mondiale,
devant les Conseils des gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale
réunis en séance plénière annuelle

Point sur la marche du Groupe de la Banque mondiale

David Malpass, Président du Groupe de la Banque mondiale

Discours devant les Conseils des Gouverneurs réunis en séance plénière à l'occasion des Assemblées annuelles

18 octobre 2019, Washington.

Seul le prononcé fait foi. (L'allocution telle que prononcée a été éditée par souci de concision.)

Monsieur le Président Sayed-Khaiyum,
Madame la Directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Distingués invités,

Je vous remercie de votre présence à ces Assemblées annuelles. Je tiens à souhaiter la bienvenue à l'ancien président du Groupe de la Banque mondiale, James Wolfensohn, qui est avec nous aujourd'hui. Merci Jim – et merci aux nombreux autres dirigeants ici présents – pour votre travail acharné, pour vos qualités de chef et pour les services rendus.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de votre propos. Les délégués qui se sont réunis à la conférence de Bretton Woods il y a 75 ans étaient plongés dans une grande incertitude. La guerre faisait rage en Europe et dans le Pacifique. L'économie mondiale subissait de plein fouet les effets de la hausse des barrières douanières, de la dépression et de la guerre depuis plus d'une décennie.

Lors de l'ouverture de la conférence, le secrétaire américain au Trésor, Morgenthau, avait déclaré que le nouveau système mondial devait reposer sur deux idées. La première, que la prospérité n'a pas de limite. Et la seconde, qu'une prospérité largement partagée profite à tous. Il avait appelé de ses vœux une « économie mondiale

dynamique » qui donnerait aux citoyens de tous les pays la possibilité « de relever leur propre niveau de vie et de jouir de plus en plus des fruits du progrès matériel ».

Au sein du Groupe de la Banque mondiale, nous sommes déterminés à aider les pays à faire de ce vœu une réalité. Nous pensons que, même lorsque l'économie mondiale traverse une période de fléchissement, le niveau de vie peut augmenter dans bien de pays. Nous sommes déterminés à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée – des objectifs inscrits au cœur de la raison d'être de la conférence de Bretton Woods et au cœur de nos Assemblées annuelles.

Le temps passé jusqu'ici à la présidence de notre institution a renforcé ma conviction quant à l'urgence de notre mission et aux défis auxquels nous sommes confrontés. Certains pays ont accompli des progrès considérables en matière d'aide aux pauvres, mais une personne sur 12 au monde vit encore dans le dénuement total, beaucoup d'entre elles dans des régions fragiles et en proie à des conflits. Les institutions en place ne sont souvent pas en mesure de servir utilement les personnes qui sont dans le besoin, et, selon les projections, dans plusieurs pays, la pauvreté augmentera probablement plutôt qu'elle ne reculera.

J'ai tiré des enseignements des voyages édifiants que j'ai effectués dans des pays en développement, notamment en Égypte, en Éthiopie, à Madagascar et au Mozambique. Dans les semaines à venir, je compte me rendre en Inde, au Pakistan, au Mexique et en Chine pour encourager l'accélération des progrès vers des politiques plus efficaces, une croissance diversifiée et des niveaux de vie plus élevés pour tous. L'une des activités les plus enrichissantes a été les réunions en tête-à-tête avec des dirigeants du monde – soit près d'une centaine de chefs d'État rencontrés depuis ma nomination. J'entends leurs points de vue, et je découvre les défis auxquels ils font face, et je suis réconforté par leur ouverture à des réformes susceptibles de doper la croissance, l'emploi et les revenus.

Je voudrais faire le point sur la marche du Groupe de la Banque mondiale. Ce point s'articule autour de deux discours que j'ai prononcés récemment. Au Peterson Institute,

j'ai parlé de la morosité des perspectives économiques mondiales, qui est particulièrement visible en Europe, mais aussi de l'incertitude commerciale et géopolitique, de la faiblesse des taux d'investissement et du gel des capitaux que représentent les obligations à faible rendement. Cette conjugaison de facteurs pose des défis épineux à l'effort de développement. La semaine dernière, à l'université McGill, j'ai présenté certains de nos outils de développement qui donnent des raisons d'être optimistes. Nous cherchons à avoir un impact important sur les plans de la croissance à base élargie, de la transparence, de l'état de droit et du développement du secteur privé, et ce en utilisant efficacement une panoplie de produits comprenant des prêts, des crédits, des garanties, des dons, des investissements en actions, des assurances et des services de conseil et de gestion des risques. J'invite les Gouverneurs à contribuer à la réflexion sur ces sujets et j'en appelle à la sagesse collective des personnes présentes ici ce jour et à celle d'autres membres de la communauté du développement.

La mise en œuvre du programme d'augmentation de capital

L'un de nos principaux chantiers consiste à mettre en œuvre le programme d'augmentation de capital approuvé par nos actionnaires en 2018. Je souhaite saisir cette occasion pour remercier ces derniers de leur soutien à la mise en œuvre de réformes essentielles. De nombreux membres de la BIRD ont soumis leurs documents de souscription de parts de capital, quelques-uns d'entre eux étant déjà en passe de s'acquitter de leur souscription. J'encourage les autres à faire de même.

J'ai le plaisir d'annoncer que, depuis un an qu'a été franchi le seuil de 75 % fixé pour l'approbation de l'augmentation du capital de la BIRD par les actionnaires, le capital souscrit de la BIRD a augmenté de 8,7 milliards de dollars, soit près de 15 % de plus que l'augmentation convenue.

Le seuil requis pour l'approbation de l'augmentation du capital de l'IFC est sur le point d'être atteint. Nous avons prolongé la période de vote jusqu'au 18 mars 2020. L'IFC a entrepris d'exécuter le plan d'augmentation de son capital en réorientant son action pour privilégier la poursuite d'efforts « en amont » afin d'ouvrir les marchés et d'élaborer des

projets qui permettront d'accroître les investissements privés dans tous les pays, notamment les plus pauvres.

L'Agence multilatérale de garantie des investissements a enregistré une forte croissance de ses activités menées dans le cadre de sa stratégie pour les exercices 2018 à 2020. Cette croissance a été favorisée par l'approfondissement du partenariat avec la Banque et l'IFC, l'accent mis de plus en plus sur le développement des entreprises, et l'innovation dans les produits. La MIGA a porté à 70 % de ses engagements bruts sa couverture en réassurance. Elle pourra ainsi soutenir la croissance de ses activités à moyen terme à mesure que la conjoncture macroéconomique et commerciale mondiale évolue.

Nous travaillons à l'augmentation de la part des prêts consentis aux emprunteurs de la BIRD qui n'ont pas atteint le seuil requis pour sortir du régime BIRD. Au titre des cadres de partenariat avec les pays à revenu élevé qui empruntent à la BIRD, nous analysons et évaluons systématiquement les aspects essentiels de la politique de sortie des pays du régime BIRD. Cette approche modifiera sensiblement le profil des prêts de la Banque et permettra d'aider les pays qui en ont le plus besoin, mais elle pèsera aussi sur le revenu net. Nous avons ajusté la tarification de nos prêts, et d'autres mesures financières visant à améliorer la viabilité financière de la BIRD sont en préparation. En juin, le Conseil a approuvé un montant pour se protéger contre les crises et un plafond annuel des prêts accordés par la BIRD afin de garantir sa viabilité financière en l'absence d'une nouvelle augmentation de capital.

La direction s'est engagée à faire preuve de discipline dans la gestion des coûts tout au long de l'année. L'examen des dépenses a permis de dégager 4,8 milliards de dollars d'économies prévisionnelles sur la période couvrant les exercices 2019 à 2030, et des progrès sont accomplis pour réaliser des gains d'efficacité cumulés supplémentaires de 1,8 milliard de dollars sur le programme d'augmentation et de réforme du capital. Pour la BIRD, la discipline en matière de coûts sera complétée par des zones cibles plus restreintes pour le « point d'ancrage du budget », à savoir le ratio entre les dépenses administratives et le revenu des activités. L'exercice 2019 a été le premier depuis de nombreuses décennies au cours duquel les dépenses administratives de la BIRD et de

l'IDA ont été inférieures à leurs revenus. Dans le cadre de l'augmentation du capital du Groupe de la Banque mondiale, nous sommes résolus à atteindre un nouvel objectif ambitieux, celui de ramener progressivement le ratio entre le budget administratif de la BIRD et les marges sur les prêts entre 50 et 60 % d'ici l'exercice 2030. Les objectifs d'ancrage sont astreignants, mais la Banque s'y est engagée.

La reconstitution des ressources de l'IDA

Assurer le financement adéquat de l'Association internationale de développement est une mesure essentielle pour pouvoir venir en aide à la Corne de l'Afrique et au Sahel et soutenir la réalisation de nos objectifs de développement partout dans le monde. L'IDA est l'institution la plus importante et la plus efficace au monde en matière de lutte contre l'extrême pauvreté. Son cycle de refinancement triennal actuel, le dix-neuvième (IDA-19), progresse dans la bonne direction, et la collaboration avec les pays donateurs est une source d'encouragement pour moi. Les consultations avec les partenaires à l'IDA se poursuivront dans les mois à venir pour finaliser le train de mesures et le cadre de financement d'IDA-19.

Dans le même temps, l'IDA continue de s'employer à obtenir de bons résultats de développement avec les fonds dont elle dispose. Nous avons accru nos engagements en faveur des pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence, tout en renforçant la capacité des pays emprunteurs à riposter en cas de crise, grâce au Mécanisme de réponse aux crises. Depuis 2010, l'aide financière de l'IDA a permis à 769 millions de personnes de bénéficier de services essentiels de santé, nutrition et population, notamment des vaccins administrés à plus de 300 millions d'enfants. Elle a contribué à améliorer l'accès d'une centaine de millions de personnes à des services d'alimentation en eau. Elle a permis de recruter ou de former 13 millions d'enseignants, et de construire ou d'améliorer plus de 146 000 kilomètres de routes.

L'IDA a d'urgence besoin de financements et nous comptons sur le soutien ferme et constant de nos actionnaires et des pays donateurs pour l'approvisionner afin de relever ces défis. La reconstitution des ressources d'IDA-19 repose sur cinq thèmes particuliers : emplois et transformation économique ; fragilité, conflits et violence ;

changement climatique ; parité hommes-femmes et développement ; et gouvernance et institutions. Elle intégrera par ailleurs quatre questions transversales : réduction de la vulnérabilité à l'endettement ; exploitation des possibilités offertes par les technologies numériques ; investissement dans les ressources humaines pour renforcer le capital humain ; et promotion de l'inclusion des personnes handicapées. Le train de mesures prévoit une augmentation significative du programme régional, ainsi qu'une augmentation supplémentaire des ressources dédiées aux situations de fragilité, de conflit et de violence. Le Guichet de promotion du secteur privé, mis sur pied au titre d'IDA-18 conjointement avec l'IFC et la MIGA, continuera de contribuer à la mobilisation de capitaux privés et à l'intensification de l'effort de développement du secteur privé, en particulier dans les situations de fragilité.

IDA-19 permettra d'élargir le programme régional de l'IDA et d'augmenter ses ressources pour les situations de fragilité. Nous nous attendons à voir la pauvreté se concentrer davantage dans les États fragiles et touchés par un conflit, de nombreux réfugiés fuyant vers des pays qui peinent déjà à assurer la prestation de services de base, la sécurité et la paix à leurs citoyens. Il est à noter en particulier que les engagements de l'IDA envers les pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence ont atteint 8 milliards de dollars durant l'exercice 2019.

En ce qui concerne la paix et la sécurité, permettez-moi de revenir juste sur une parmi des dizaines de réunions mémorables. En fin avril, j'ai rencontré le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed. Il a décrit avec passion le travail qu'il réalise pour promouvoir la paix dans la région, ses voyages à la recherche de la paix dans les pays voisins et son formidable programme économique, que nous accompagnons par le biais de l'une de nos opérations les plus importantes au monde. J'ai téléphoné au Premier ministre Abiy vendredi après qu'il a été désigné lauréat du prix Nobel de la paix. Avec des collaborateurs de haut rang venus de part et d'autre du Groupe de la Banque mondiale réunis dans mon bureau, des femmes et des hommes qui ont travaillé si durement pour l'Éthiopie et la région, nous l'avons félicité d'avoir reçu l'une des distinctions les plus prestigieuses au monde. Grâce en partie à ses efforts et à ceux d'autres acteurs dans la région, la Corne de l'Afrique a la possibilité de mettre fin à un long cycle de violence.

Ces dernières semaines, j'ai eu la chance de rencontrer et d'encourager les chefs d'État des pays voisins que sont le Soudan, la Somalie, le Kenya, le Rwanda et l'Égypte, et d'autres responsables de la Banque mondiale ont également rencontré les autorités du Soudan du Sud, de l'Érythrée et de Djibouti. Nous pouvons tous prendre un instant au cours de cette journée pour réfléchir à des voies et moyens d'aider cette importante région à aller résolument de l'avant.

Le personnel, une ressource clé

Cela m'amène à parler de l'importance du personnel du Groupe de la Banque mondiale qui, tous les jours, met son sens du devoir, ses compétences et son expérience au service de notre mission. J'ai eu à passer des moments extrêmement enrichissants avec des centaines de professionnels du développement du Groupe, et je m'en réjouis. À cet égard, je voudrais profiter de cette occasion pour rendre hommage à Kristalina Georgieva, l'une des plus dynamiques d'entre nous. Je mesure pleinement le travail qu'elle a accompli au sein du Groupe de la Banque mondiale, et je la félicite pour sa nomination au poste de directeur général du FMI.

Félicitations, Kristalina. Vous allez manquer à tout le Groupe — c'est une perte pour moi et pour nous tous. Mais nous sommes impatients de voir l'impulsion énergique que vous donnerez au FMI, et nous nous réjouissons à l'avance de travailler avec vous sur les programmes de croissance dans les pays en développement.

Permettez-moi à présent de vous rendre compte du processus de transition au sein de la haute direction du Groupe de la Banque, qui avance rapidement et en douceur. Je voudrais féliciter notre nouveau directeur général, Axel van Trotsenburg. Beaucoup d'entre vous ici présents connaissent l'étendue de son expérience et de ses compétences — y compris en ce qui concerne les opérations régionales, la reconstitution des ressources de l'IDA, les relations avec les parties prenantes, les responsabilités d'encadrement, pour ne citer que ces aspects. Je travaille étroitement avec Axel, et nous espérons faire montre d'innovation, manifester une unité d'intention et avoir la force de mettre en œuvre nos idées.

Je tiens aussi à féliciter la directrice générale Anshula Kant, qui assume depuis le 7 octobre dernier la fonction de directeur financier du Groupe de la Banque mondiale. Anshula nous apporte plus de 35 ans d'expérience dans le secteur bancaire, la finance, la technologie et la gestion, et a été plus récemment directrice générale de la *State Bank of India*.

Merci au directeur général de l'IFC, Philippe le Houérou, pour avoir accepté de coprésider les travaux de reconstitution des ressources pour IDA-19 avec Antoinette Sayeh, en sus de ses fonctions actuelles.

Je remercie enfin Keiko Honda pour ses six années passées au service de l'Agence multilatérale de garantie des investissements. Nous arrivons au terme de recherches menées à grande échelle pour lui trouver un remplaçant, et j'espère avoir des nouvelles à vous communiquer dans les semaines à venir.

Partout au Groupe de la Banque mondiale, nous sommes conscients des enjeux d'une transition dans la haute direction, mais aussi des possibilités qu'elle offre de nous recentrer sur notre mission, de redoubler d'ardeur au travail et de tirer profit du changement. J'invite les employés du Groupe et les autres parties prenantes à y contribuer par leurs avis et commentaires. Si les divergences de vues sont fréquentes — et nécessaires pour prendre les bonnes décisions —, je suis satisfait de la façon dont les individus travaillent ensemble, et convaincu que nous sommes bien placés pour accomplir des progrès solides pour le compte de tous ceux qui sont concernés par notre action.

La BIRD, l'IDA, l'IFC et la MIGA unissent leurs efforts pour rendre le Groupe de la Banque mondiale plus efficace, plus rationnel et plus responsable. Il s'agit plus concrètement de coordonner nos opérations dans le cadre des programmes que nous menons dans les pays, regrouper nos services dans des locaux communs, réorganiser nos effectifs en fonction des besoins de nos programmes-pays, revoir la façon dont l'institution est représentée à l'échelle mondiale afin d'accroître notre présence dans les pays à plus faible revenu, fournir à nos employés des avantages sociaux attrayants au regard de la tâche à accomplir et justes par rapport aux autres parties prenantes, et

mettre en place des plateformes nationales qui aideront les pouvoirs publics à travailler plus efficacement avec l'ensemble de la communauté des investisseurs. Nous encourageons les échanges de personnel entre les différentes institutions qui composent le Groupe de la Banque mondiale, et le regroupement des agents travaillant sur une même problématique dans des équipes conjointes afin d'offrir de meilleures solutions aux clients. La réussite de ces actions est essentielle à l'accomplissement de notre mission.

Les résultats financiers

Ces derniers mois, nous avons rendu compte de nos résultats financiers de différentes manières. Pour l'exercice qui s'est terminé le 30 juin 2019, nous avons publié nos engagements, nos états financiers, un rapport de gestion détaillé ainsi que nos rapports annuels plus récemment. Nous attendons de la transparence de nos emprunteurs, et voulons en retour la mettre en pratique. Les résultats financiers de l'exercice écoulé témoignent de la solidité des positions financières des institutions du Groupe de la Banque mondiale, de la demande soutenue de financements et de la confiance renouvelée de nos actionnaires.

Nous nous employons à accroître nos engagements en faveur des pays à faible revenu à mesure qu'ils améliorent leurs perspectives de développement, et à réorienter nos ressources vers les pays confrontés à des situations de fragilité, de conflit et de violence. Nous avons doublé les allocations de base en faveur de ces pays sous IDA-18, les portant à plus de 14 milliards de dollars. Le Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF) a alloué environ 500 millions de dollars sous forme de dons pour mobiliser plus de 2,5 milliards de dollars de financements concessionnels afin d'aider la Jordanie et le Liban à faire face à l'afflux de réfugiés syriens, et la Colombie à répondre aux besoins des plus de 1,4 million de déplacés vénézuéliens et des communautés qui les accueillent.

Sur l'exercice 2019, les engagements du Groupe de la Banque mondiale ont atteint près de 60 milliards de dollars.

Les engagements de la BIRD totalisaient 23 milliards de dollars, ce qui est équivalent au niveau atteint l'exercice précédent, tandis que ses décaissements ont augmenté de 16 %, à 20 milliards de dollars. Les engagements en faveur des pays dont le revenu est inférieur au niveau pouvant ouvrir les discussions sur une sortie éventuelle du régime BIRD ont dépassé 70 % l'exercice dernier. Pour renforcer sa gestion financière, la BIRD a mis en place un cadre de viabilité financière et instauré un plafond de prêt.

Compte tenu des remboursements d'emprunts reçus, les décaissements nets étaient de 10 milliards de dollars durant l'exercice 2019, portant le portefeuille de prêts à 193 milliards de dollars, en hausse de 5 % par rapport à l'exercice précédent. La BIRD a équilibré les positions des produits dérivés portés à l'actif et au passif de son bilan, conformément à la méthode de comptabilisation privilégiée et aux pratiques en cours sur le marché. Elle a réuni 54 milliards de dollars au moyen d'instruments de dette à moyen et à long terme. Le revenu disponible, qui est la mesure interne utilisée par la BIRD pour décider de l'affectation du revenu net, ressort à 1,19 milliard de dollars, ce qui donne une idée de l'impact progressif des nouvelles mesures tarifaires. Outre le financement des opérations de l'IDA, ce revenu servira à augmenter les réserves de la BIRD.

Passons à l'IDA. Les engagements de l'Association ont atteint 22 milliards de dollars sur l'exercice 2019. Les décaissements nets ont progressé d'environ un tiers, portant l'encours des prêts à 152 milliards de dollars. L'IDA a commencé à placer ses instruments à court terme sur les marchés financiers, avec un solde de 1,9 milliard de dollars au 30 juin 2019. La semaine dernière, elle a émis une obligation à sept ans d'une valeur de 1,25 milliard d'euros.

L'IFC a achevé l'exercice 2019 avec 8,9 milliards d'investissements à long terme pour son propre compte et 10,2 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres sources de financement, soit plus de 19 milliards de dollars au total. Le revenu du portefeuille de prêts et de titres de créance, net du coût des financements alloués, était de 872 millions de dollars, et le revenu disponible pour les affectations — le principal indicateur interne de la Société — était de 909 millions de dollars. Par ailleurs, l'IFC a réuni 11 milliards de dollars au moyen d'instruments à moyen et long termes. Depuis l'adoption d'une

nouvelle norme comptable courant 2019, l'IFC déclare en revenu net tous les gains et pertes liés à ses investissements en titres de participation.

La MIGA fournit des garanties qui assurent contre le risque politique et améliorent la qualité des créances. Sur l'exercice 2019, elle a mobilisé 9,3 milliards de dollars en appui au financement du développement en émettant 5,5 milliards de dollars de garanties — un montant deux fois plus élevé qu'il y a six ans. À 23,3 milliards de dollars, l'encours d'engagements bruts atteint également un niveau deux fois supérieur à celui d'il y a six ans, un record. La MIGA a déclaré un revenu net de 82,4 millions de dollars pour l'exercice 2019. Malgré l'augmentation de son portefeuille, le ratio d'utilisation du capital (qui mesure l'adéquation du capital de l'Agence) reste stable à 47 %. Ce résultat dénote le renforcement constant de ses capacités de réassurance pour le secteur privé dans le but de gérer son capital, 64 % de ses engagements bruts ayant été cédés en réassurances à la fin de l'exercice.

Avec l'un des bilans à long terme adossé au LIBOR les plus importants au monde, nous comptons vivement prendre les devants et travailler à une transition sans heurt vers un nouveau régime, en veillant à appliquer des principes d'équité et de transparence en préservant l'intégrité de notre modèle financier.

Le programme de travail

Cependant, nous allons devoir faire face à un certain nombre de défis sur le plan du développement. Permettez-moi de les présenter brièvement, et de décrire certaines des approches que nous adoptons pour y faire face. La croissance mondiale ralentit ; les niveaux d'investissement dans les pays en développement ne suffisent pas pour répondre aux besoins en matière de développement ; les systèmes de santé, les résultats scolaires et les ressources technologiques sont de plus en plus à la traîne ; le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes font des ravages ; la population augmente plus vite que les ressources et les capacités dans certains pays ; et beaucoup d'économies sont confrontées à des situations de fragilité, de conflit et de violence qui renforcent davantage l'urgence et la difficulté du développement. La

conséquence en est que contrairement à notre objectif, plusieurs pays courent le risque de voir leurs taux de pauvreté augmenter et leurs revenus médians reculer.

Nous nous employons plus résolument à mettre en place des programmes robustes qui stimulent la croissance et améliorent les résultats en matière de développement au niveau des pays. Pour dire les choses le plus simplement possible, nous — entendez la Banque mondiale, l'IFC et la MIGA — travaillons par le biais de nos représentations nationales et de nos directeurs des opérations, avec l'appui d'experts techniques et de spécialistes des programmes, afin d'aider les États à réaliser des progrès. Nous pouvons adapter notre démarche aux circonstances particulières de chaque pays et de chaque région.

La coordination de nos opérations avec celles des autres banques multilatérales de développement est une composante essentielle de notre mission au service du développement. Nous militons pour une meilleure application des mesures de reclassement et de différenciation des prix afin d'éviter de saper le travail, les accords et les normes des uns et des autres. Nous travaillons en coopération avec les pays et la communauté du développement pour lancer des plateformes nationales. L'objectif est d'aider les pays à hiérarchiser leurs principaux problèmes de développement et à encourager les bailleurs de fonds, y compris non traditionnels, à se mobiliser de la manière la plus constructive possible. De nombreuses institutions internationales continuent de créer des groupes de réflexion pour se pencher sur la définition, la normalisation, la centralisation et l'orientation des plateformes nationales. Pour sa part, le Groupe de la Banque mondiale est fermement convaincu que ces questions ont été largement débattues et fait l'objet de nombreux rapports. Il faut à présent passer aux actes : par exemple, en aidant les pays à organiser des réunions en leur sein durant le mois en cours pour établir l'ordre de priorité des activités à mener avec le concours des principaux bailleurs de fonds. Pour l'heure, nous travaillons sur des plateformes avec onze pays. Les résultats seront adaptés aux pays et à leurs besoins, et mettront davantage l'accent sur la participation et l'engagement du secteur privé. L'objectif pour le Groupe de la Banque mondiale et pour la communauté du développement de façon générale est de parvenir autant que possible à aider les pays à réaliser de bons résultats du point de vue du développement.

Dans ce processus, c'est aux pays qu'il revient de prendre les devants pour choisir un mécanisme qui fonctionne sur les plans économique, social et politique. Il est clair que la qualité des politiques et des institutions explique, pour l'essentiel, pourquoi certains pays en développement ont réussi à sortir de la pauvreté tandis que d'autres sont incapables de progresser. Il est également clair que le développement ne peut être imposé de l'extérieur, que sa prise en main et son appropriation par les pays comptent.

Les délibérations du Comité du développement qui ont eu lieu cette semaine ont porté, entre autres sujets importants, sur l'emploi et la transformation économique. Ils ont pour fondements essentiels l'eau potable et l'accès fiable à l'électricité, les marchés et la tarification en fonction du marché, en ce qui concerne particulièrement les intrants et produits agricoles. Le développement passe essentiellement par l'instauration d'une primauté du droit propice à la transparence des marchés publics et des régimes de retraite, à la lutte contre la corruption, à l'édification d'institutions fortes et responsables et à l'uniformisation des règles du jeu, permettant ainsi au secteur privé de rivaliser à armes égales avec les entreprises publiques, l'armée et l'État lui-même. Pour de nombreux pays, cela signifie ouvrir des marchés jusque-là fermés et protégés, permettre que les prix soient déterminés par les forces du marché, et libéraliser les flux de capitaux. Ceux qui franchissent ce pas sont récompensés par un surcroît d'investissements, tant étrangers qu'intérieurs, et par une croissance qui profite à une plus grande partie de la population.

Le secteur privé doit jouer un rôle primordial dans le développement. Au regard de la stagnation de l'aide publique au développement et de l'endettement croissant de nombreux pays, il est important que le Groupe de la Banque mondiale explore les solutions qu'offre le secteur privé et crée des cadres susceptibles d'attirer l'investissement privé. L'IFC et la Banque mondiale ont défini la démarche dite de « cascade », qui consiste à trouver des solutions aux problèmes de développement auprès du secteur privé et oriente les programmes de la Banque mondiale de manière à surmonter les obstacles dans le cadre d'action du secteur privé. Cette démarche est fondamentale pour attirer de nouveaux investissements et optimiser les résultats de chaque dollar investi dans le développement.

Le diagnostic-pays systématique de la Banque mondiale et le diagnostic du secteur privé réalisé dans les pays par l'IFC évaluent les obstacles à l'investissement privé et recommande des mesures pour les surmonter. Nous nous employons à approfondir les marchés financiers, une intervention essentielle à un développement à long terme. Le Programme conjoint de développement des marchés financiers (J-Cap) permet à l'IFC et à la Banque mondiale d'aider les pays, du Bangladesh au Maroc, à développer les marchés financiers locaux grâce à des réformes et à des investissements.

Un obstacle majeur à l'investissement est le montant de la dette souveraine et de la dette des entreprises publiques d'un pays, ainsi que le manque de transparence autour de celles-ci. Dans les marchés émergents et les pays à faible revenu, la dette publique atteint des niveaux jamais vus depuis les années 1980, et elle n'est pas transparente dans une trop large mesure. Certains prêteurs, notamment ceux n'appartenant pas au Club de Paris et des créanciers privés, imposent des clauses de non-divulgence strictes aux emprunteurs publics ; exigent des privilèges et des nantissements qui vont à l'encontre des clauses de nantissement négative énoncées dans nos accords de prêt ; appliquent des normes environnementales, sociales et de passation de marchés publics plus laxistes ; accordent des prêts garantis par l'État à des entreprises publiques et à des organes ad hoc, ce qui compromet la viabilité de la dette ; et ne s'intéressent pas suffisamment aux politiques relatives aux emprunts non concessionnels qui sont essentielles pour sortir de la pauvreté.

Lorsque les pays font montre de transparence, leur cote de crédit est généralement plus élevée, leurs coûts d'emprunts sont plus faibles et ils sont plus à même d'attirer des investissements directs étrangers. Pourtant, nous constatons que moins de la moitié des pays que nous avons étudiés répondent aux exigences minimales en matière de comptabilisation et de suivi de la dette, ainsi que de publication d'informations sur celle-ci. Les créanciers doivent faire montre d'une plus grande transparence en éliminant les clauses de confidentialité lorsqu'ils consentent des prêts à des emprunteurs souverains.

Il est aussi essentiel d'introduire les principes de transparence dans la dépense publique et les régimes de retraite publics. Nous procédons à des examens de dépenses publiques pour comprendre les défaillances dans la prestation de services, notamment au niveau

des décisions d'affectation des ressources ainsi que des procédures. Ces examens aident les pays à affecter leur budget d'une manière plus efficace et transparente, y compris dans des secteurs spécifiques comme la santé, l'éducation ou l'infrastructure.

Nos financements à l'appui des politiques de développement, dont le décaissement est subordonné à la mise en œuvre préalable de réformes à impact réel, vont servir de plus en plus à promouvoir des pratiques d'emprunt plus transparentes et viables et des dépenses ainsi que des réformes publiques plus efficaces et rationnelles, de sorte que les citoyens puissent voir et apprécier les obligations que doit honorer leur gouvernement et de la manière dont les fonds empruntés sont employés.

La transparence aidera à attirer les financements, l'innovation et l'expertise qui permettront aux pays de développer les infrastructures dont ils ont besoin. L'absence criante d'eau potable, d'électricité, de routes et d'infrastructures de télécommunications réduit la connectivité et limite la création d'emplois et l'accès aux marchés. La facilitation des échanges tient une place importante dans bon nombre des programmes que le Groupe de la Banque mondiale met en œuvre dans les pays. En effet, les gains économiques résultant des échanges commerciaux sont immenses et des politiques constructives, relatives notamment aux formalités douanières, à l'harmonisation des tarifs et à la standardisation des connaissances, sont tout à fait réalisables.

Des ressources considérables sont investies pour réaliser la parité entre les hommes et les femmes. Durant l'exercice 2019, plus de 60 % des opérations menées par la BIRD et l'IDA ont permis de réduire les écarts entre les hommes et les femmes et de promouvoir la pleine intégration des femmes dans l'économie. À l'échelle mondiale, les différences de revenus entre les hommes et les femmes représentent une perte de 1 600 milliards de dollars. Je participerai tout à l'heure à un groupe de discussion sur la libération du potentiel des femmes chefs d'entreprise.

Nous investissons dans le capital humain. Plus de la moitié des enfants âgés de 10 ans dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont incapables de lire, ce qui est inacceptable. Dans les engagements que nous prendrons au cours de cette semaine au sujet de l'éducation et l'apprentissage, nous nous fixons pour cible de réduire au moins

de moitié la pauvreté de l'apprentissage. Nous investissons aussi considérablement dans le secteur de la santé. Nos interventions visent, entre autres, à prévenir la mortalité maternelle et infantile, à assurer aux femmes et enfants l'accès à la gamme complète des services de santé, et à lutter contre le retard de croissance.

Il est difficile de ne pas évoquer la croissance massive des villes. Elle s'accompagne de défis importants, mais aussi de possibilités pour le développement. La conception et la réalisation des voiries dans les villes en expansion en sont une illustration des plus parlantes. Le Groupe de la Banque mondiale participe à la construction de villes durables en investissant directement dans l'infrastructure urbaine et en aidant les administrations nationales et locales à élaborer des systèmes fiscaux et budgétaires qui accroissent les recettes et ouvrent l'accès aux capitaux privés.

Les investissements en faveur du climat et de l'environnement représentent une part importante de l'action du Groupe de la Banque mondiale : au cours de l'exercice 2019, nous avons engagé 17,8 milliards de dollars dans l'action climatique. De toutes les banques multilatérales de développement et autres organisations internationales, notre organisation est celle qui finance le plus l'action climatique, fournissant près de la moitié de l'ensemble des financements en faveur du climat. Plus de 30 % des engagements de la BIRD/IDA et l'IFC durant l'exercice 2019 comportaient des avantages climatiques connexes, ce qui est supérieur à l'objectif que nous nous sommes fixés. Pour les exercices 2021 à 2025, nous avons doublé notre objectif d'engagements climatiques en le portant à 200 milliards de dollars.

Le Groupe de la Banque mondiale a créé récemment un fonds fiduciaire à compartiments baptisé « PROGREEN » en vue d'accompagner les actions destinées à mettre fin au déboisement, à réhabiliter les terres dégradées et à améliorer les moyens d'existence dans les communautés rurales pauvres. Grâce à PROBLUE, un nouveau fonds fiduciaire multibailleurs à compartiments, nous aidons les pays à développer durablement leurs économies bleues. Nous élargissons très activement notre action dans la lutte contre les déchets plastiques polluant la mer et la prévention de la pollution marine. Grâce à notre soutien, les pays peuvent avoir une eau et un air purs, des océans sains, des villes résilientes et des systèmes alimentaires et agricoles durables. Pour accroître les

investissements climatiques, nous avons lancé des initiatives comme « Scaling solar », notre programme de développement du solaire qui aide les pays à mettre en place plus rapidement des centrales photovoltaïques d'envergure commerciale. Le Groupe de la Banque mondiale est l'un des plus grands pourvoyeurs de financements de projets sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les pays en développement. Durant le cycle de financement triennal en cours de l'IDA, nous engagerons plus de 1 milliard de dollars par an dans la fourniture de l'électricité en réseau et hors-réseau pour offrir l'accès à cette source d'énergie dans les pays qui en manquent le plus.

Les progrès de la technologie numérique offrent un autre axe de développement important. Une baisse des coûts de transaction est particulièrement bénéfique pour les nouveaux acteurs qui intègrent les marchés, les femmes, les petites entreprises et les pauvres. Nous sommes pratiquement en passe de mettre au point des systèmes qui permettraient aux pauvres de recevoir par voie électronique des fonds qui leur sont envoyés, de l'aide étrangère et des paiements au titre d'aide à la protection sociale, ainsi que leurs revenus, et qui leur permettraient aussi d'épargner et d'effectuer des opérations librement. Une fois qu'un plus grand nombre de pays auront mis en service ces technologies, l'innovation pourrait s'avérer une avancée tout aussi importante dans les politiques de développement que celles qui ont permis de passer d'une économie de troc à une économie de marché. L'un des enjeux majeurs consiste à rendre ces systèmes compatibles avec les initiatives mondiales de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Nous aidons les pays bénéficiaires à protéger les banques correspondantes et à collaborer avec le Groupe d'action financière (GAFI), et aidons les organismes régionaux de type GAFI à travailler avec les pays en développement.

L'inclusion financière et la libéralisation sont des éléments essentiels du développement. Le Groupe de la Banque mondiale utilise le Financement-programme pour les résultats dans un grand nombre de pays pour encourager la réalisation de résultats concrets et veiller à l'éthique de responsabilité. Dans le cadre de notre action, nous allons désormais nous employer à soutenir la correspondance bancaire au profit des pays en développement, une intervention essentielle dans la mise en place de systèmes financiers plus robustes et l'utilisation de solutions technologiques pour améliorer l'inclusion financière.

À cet égard, nous voulons fonder notre collaboration avec les pays sur des idées absolument innovantes et les meilleures données disponibles. C'est dans cet esprit que le Groupe de la Banque mondiale entend réaliser des études qui conforteront sa réputation d'innovateur et de précurseur dans le domaine du développement. Je me suis réjoui d'entendre le tout récent prix Nobel d'économie parler de développement en soulignant l'importance des données et d'une évaluation minutieuse des résultats.

Le dernier Rapport sur le développement dans le monde explique la façon dont la mondialisation des chaînes de valeur a aidé les pays à réduire la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Le rapport « Doing Business », qui sera publié vers la fin de ce mois, met en évidence l'évolution des règles de création des entreprises. Le rapport « Les femmes, l'entreprise et le droit » recense les obstacles à la pleine intégration des femmes dans les sociétés et les économies. Le rapport de l'IFC intitulé « Creating Impact » a étudié le marché des investissements à impact social ainsi que les facteurs qui permettraient à ce marché de réaliser son énorme potentiel. Le rapport semestriel sur les Perspectives pour l'économie mondiale analyse l'évolution de l'économie. Dans sa publication de juin, les prévisions de croissance mondiale sont revues à la baisse et je pense que cette tendance baissière sera maintenue dans la prochaine édition.

Le défi à relever

J'ai certainement omis de mentionner des aspects importants de notre programme de travail pour n'évoquer que ceux qui me paraissent essentiels. Le développement mondial est un défi complexe, mais si nous restons concentrés et gardons notre mission à l'esprit, nous pouvons aider à obtenir de meilleurs résultats. Le Groupe de la Banque mondiale est mû par une culture forte, enracinée dans nos principes fondateurs et incarnée par un personnel engagé. Il est important que nous fassions preuve d'ouverture et de transparence quant à la manière dont nous travaillons et les résultats que nous obtenons. Je voudrais que le personnel et les différents acteurs ressentent qu'ils peuvent soulever des questions dans une communication ouverte et franche.

Notre mission est urgente. Nos actionnaires nous ont clairement montré la voie en augmentant le capital et en fixant un programme ambitieux pour IDA-19. Les propositions

relatives à IDA-19 ne sauraient être réalisées sans le solide appui de tous les partenaires de développement. Je remercie nos partenaires IDA de leur engagement et leur générosité. Je reste persuadé qu'en travaillant ensemble, nous pouvons créer des environnements plus propices, soutenus par des cadres stratégiques plus solides et des institutions plus robustes visant à réaliser une croissance plus élargie qui permet de réduire la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.

Je vous remercie de votre aimable attention.